

Sables bitumineux

Quelles sont ces conditions, selon nous? Dans sa déclaration de jeudi dernier, comme en fait foi la page 2741 du *hansard*, le ministre a dit, et il l'a répété aujourd'hui: Premièrement, ils ont demandé que la production de l'usine ne soit pas fixée proportionnellement. Cette assurance peut leur permettre d'exporter une bonne quantité de ce pétrole. Deuxièmement, pour les fins de l'impôt sur le revenu, ils pourront déduire certains paiements versés au gouvernement de l'Alberta et ce qui est plus grave que tout le reste, ils pourront, dit le ministre, demander le prix axé sur le marché international. Voilà une nouvelle condition, mais les journaux prétendent que le ministre aurait dit à l'extérieur de la Chambre qu'on désigne par là le prix payé à Montréal, plus les frais de transport. Bien qu'il n'ait pas précisé si le coût du transport serait ajouté ou retiré, cela signifie que les Canadiens devront probablement payer à peu près le prix mondial fixé par les pays de l'OPEP pour avoir le privilège de consommer leur propre pétrole.

Des voix: Quelle honte!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Voici que le ministre nous informe maintenant des engagements financiers qui ont été pris. La participation du gouvernement fédéral sera de 300 millions de dollars, celle de l'Alberta de 200 millions, et celle de l'Ontario de 100 millions—une participation de 30 p. 100. Qu'obtiendront les Canadiens en échange de cette participation de 30 p. 100? J'ai entendu quelqu'un répondre qu'ils toucheraient 30 p. 100 des dividendes. De quels dividendes?

Une voix: Ceux du pétrole.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): J'aborderai tantôt la question du pétrole. Lorsque le projet Syncrude a été conçu à l'origine, il était bien entendu qu'il s'agirait d'une entreprise sans but lucratif. Elle a été établie comme une usine de service à laquelle les quatre associés devaient fournir un certain capital. Ils devaient assumer les frais d'exploitation dans les mêmes proportions et obtenir le pétrole à la condition d'en assurer le traitement en proportion de leur mise de fonds.

● (1720)

Le consortium Syncrude n'a jamais été conçu comme une entreprise à but lucratif. Si le ministre ne s'entend pas avec le consortium Syncrude sur le prix, quels dividendes les Canadiens obtiendront-ils pour leur participation de 30 p. 100? Évidemment, si c'est le conseil d'administration de Syncrude qui décide du prix, les trois gouvernements intéressés seront en position minoritaire et ce sont les sociétés multinationales qui, de leur salle de conseil des États-Unis, décideront si le pétrole sera vendu aux associés au prix coûtant.

Si le ministre peut nous dire demain ou après-demain s'il a conclu un accord sur le prix que demandera le consortium Syncrude aux associés pour le pétrole, nous saurons s'il y aura des dividendes. Mais si Syncrude fonctionne comme elle devait originellement le faire, il n'y aura en fait pas de dividendes. Qu'obtiendront les Canadiens, qui auront fourni jusqu'à 30 p. 100 du capital?

M. Guay (Saint-Boniface): Du pétrole.

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le député de Saint-Boniface (M. Guay) dit que les Canadiens vont obtenir du pétrole. Ils l'auront au prix mondial. Ils l'auront à \$5 ou \$6 de plus le baril que ce qu'ils paient actuellement. C'est ce qu'ils obtiendront. Ce sont les sociétés multinationales qui vont faire de l'argent et notre contribution n'aura servi qu'à fournir 30 p. 100 du capital.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Voulez-vous des prix bas ou des dividendes?

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): De plus, les sociétés-mères Imperial, Exxon et Bechtel, principal entrepreneur, qui possèdent tous les brevets sur la technologie afférente à des travaux effectués surtout au Canada grâce aux fonds publics par le Conseil des recherches de l'Alberta et par le Conseil national des recherches du Canada, vont empocher des millions de dollars en redevances et en droits sur ces brevets pour de la technologie mise au point dans notre pays. Ce sont les sociétés Imperial Oil, Exxon, Gulf et City Services qui vont bénéficier de ce marché.

Nous, de notre parti, avons pressé le gouvernement d'exploiter les sables bitumineux de l'Athabasca sous un régime de propriété publique, que ce soit par le gouvernement fédéral seulement ou conjointement avec l'Alberta et toute autre province désireuse de se joindre à cette entreprise.

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Quand j'ai demandé, vendredi, au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourquoi nous ne faisons pas cela, il a répondu qu'il y avait des limites à la somme que nous pouvions investir. Le ministre ne parle certes pas sérieusement. Si les Canadiens peuvent dépenser des centaines de millions de dollars pour les Jeux olympiques, si les Canadiens peuvent dépenser des centaines de millions de dollars pour fabriquer des réacteurs CANDU, si les Canadiens de toutes les provinces, sauf une, peuvent investir des centaines de millions de dollars pour produire et distribuer de l'énergie électrique, ils peuvent certainement trouver de l'argent pour exploiter du pétrole destiné aux consommateurs canadiens à des prix raisonnables et légitimes.

Ce que propose le ministre aujourd'hui tourne en ridicule sa déclaration selon laquelle nous allons mettre sur pied une société nationale des pétroles. Les chances de réussite d'une société nationale des pétroles résident dans les sables bitumineux. Si nous mettons sur pied une société qui n'ait pas une participation importante dans l'exploitation des sables bitumineux, elle sera réduite à la tâche de faire des forages dans la mer de Beaufort.

Je termine en disant que la tendance générale du monde, aujourd'hui, est à la propriété et à l'exploitation publiques des ressources pétrolières. Les habitants de tous les pays ont, par l'intermédiaire de leurs gouvernements, pris en mains l'exploitation de leur pétrole parce qu'il est devenu essentiel à notre mode de vie. Notre gouvernement se laisse distancer par l'opinion publique, comme l'a montré un sondage Gallup de l'été dernier. Il est grand temps que les habitants de notre pays prennent en main l'exploitation des ressources qui lui appartiennent.